

deux délégués de la Généralité sans charge fixe).

Au point de vue de l'évolution politique, le prolétariat de Madrid est rapidement poussé sur une plate-forme ouvertement bourgeoise, alors qu'à Barcelone il faudra quelques semaines de guerre et de manœuvres pour y arriver.

Dès le 30 juillet, à Madrid, la Pasionaria déclare qu'il s'agit de défendre la Révolution bourgeoise qui doit être faite complètement. Le 1er août, la police restera active à Madrid et « Mundo Obrero », devant la tentative de Giral d'enlever le droit d'arrestation aux milices, parlera de la « confusion » qu'il faut dissiper en convaincant le Front Populaire de l'action d'ordre des milices.

Le 3 août, « Mundo Obrero » proclame qu'il défend la propriété privée des amis de la République. Et il dira : « Pas de grèves dans l'Espagne démocratique ». Pas d'ouvriers au repos sur le front arrière. Tout son programme se résumera en ces mots : après avoir écrasé le fascisme, la gauche républicaine se souviendra et ne laissera plus instaurer la situation d'avant le 19 juillet.

Le 8 août, Jesus Hernandez célébrera, dans un discours à grand retentissement, la lutte des ouvriers pour la République démocratique bourgeoise et rien que pour elle, et, le 18 août, les centristes pourront dire que la lutte, en Espagne, a pris l'aspect d'une guerre nationale, une guerre pour l'indépendance de l'Espagne. Pour eux, il faudra créer une nouvelle armée du peuple avec les vieux officiers et les milices et, dès lors, ils deviendront les partisans d'une sévère discipline.

Dès la constitution du cabinet Giral, les Caballero, les Prieto demanderont la constitution d'une Commission du Front Populaire, près du ministère de la Guerre, où ils participeront. Par ce moyen, ils seront des ministres « officieux ».

Pour ce qui est de Barcelone, une fois entré dans la nouvelle phase de la guerre pour Saragosse, condition primordiale pour « résoudre » (1) le problème social, la « Solidaridad Obrero » du 1er août saluera l'ère nouvelle et l'ouverture de la phase menant au communisme libertaire.

Lors de la constitution du gouvernement de Casanovas (après la sortie du gouvernement des délégués du Psuc) (1), la C.N.T., bien qu'affirmant que ce gouvernement ne concrétisait pas la réalité

de ce que les ouvriers avaient conquis, lui donna cependant son appui total.

Toute la première semaine d'août, la C. N. T. mobilisa les masses autour du départ pour les front d'Aragon en insistant qu'il ne s'agissait pas d'une armée régulière, mais de bataillons de volontaires où chaque officier de l'ancienne armée devait être surveillé par un milicien. Enfin, elle mit en évidence une notion totalement inconnue jusqu'ici par les anarchistes : la discipline militaire.

Mais la C. N. T. sera alors absorbée par la nécessité de contrôler les initiatives ouvrières sur le terrain économique afin de les maintenir sur la ligne du plus grand rendement pour la guerre.

Le 14 août, la « Solidaridad Obrero » écrira ouvertement que, dans le domaine économique, existent des rapports de guerre.

Mais, cet aspect du problème, nous l'examinerons séparément au cours de l'analyse des réalisations économiques et des organes nouveaux surgis sur le terrain social et politique en Catalogne.

Il nous faut encore marquer la position du Poum qui, loin d'être un parti pouvant évoluer vers des positions révolutionnaires, représente un amalgame de tendances opportunistes (socialistes de gauche, communistes d'extrême droite, trotskistes) qui est un obstacle de plus à la clarification révolutionnaire.

Le schéma selon lequel le Poum est intervenu dans les événements est à peu près celui-ci : les bolcheviks luttèrent d'abord contre le tzarisme, puis contre la bourgeoisie et ses agents mencheviks. Sans Tcheka et armée rouge, la Russie n'aurait pas vaincu ses ennemis intérieurs et extérieurs (« Batalla » du 4 août). Le Poum lutta d'abord contre le fascisme, puis contre la bourgeoisie, comme Nenni combattait d'abord Mussolini, puis contre la bourgeoisie ; comme Breitscheid lutta d'abord contre Hitler puis contre la bourgeoisie et comme si Lénine n'avait pas apporté, en avril 1917, contre Staline et Kamenev, un programme de lutte contre toutes les formes de la domination bourgeoise, et comme s'il était possible de lutter contre le fascisme sans entamer une lutte contre l'ensemble du système capitaliste.

(1) Parti socialiste unifié de Catalogne adhérent à la IIIe Internationale.

## LES INSTITUTIONS NOUVELLES ET LEUR SIGNIFICATION

Avant tout, nous voudrions bien mettre en évidence un élément central sur lequel les événements projettent leur lumière. Au moment où l'attaque capitaliste se déchaîne avec le soulèvement de Franco, ni le Poum, ni la C.N.T. ne songent à appeler les ouvriers à descendre dans la rue. Ils organisent des délégations près de Companys afin d'obtenir des armes. Le 19 juillet, c'est spontanément que les ouvriers sont dans la rue et la C. N. T. avec l'U. G. T., lorsqu'ils lancent le mot d'ordre de grève générale, ne font que consacrer une situation de fait.

Puisque les Companys, les Giral sont immédiatement considérés comme les alliés du prolétariat, comme les personnes devant fournir les clés pour ouvrir les dépôts d'armes, il est naturel que personne, lorsque les ouvriers prirent les armes après avoir écrasé les militaires, ne songea un seul instant à poser le problème de la destruction de l'Etat qui, avec Companys à sa tête, resta intact. On essaya, dès lors, d'accréditer l'utopie qui revient à affirmer qu'il est possible de faire la révolution en expropriant les entreprises, en prenant les terres, sans bouger à l'Etat capitaliste, ni même à son système bancaire.

La constitution du Comité Central des milices devait donner l'impression de l'ouverture d'une phase de pouvoir prolétarien et la constitution du Conseil Central de l'Economie l'illusion que l'on entrerait dans la phase de la gestion d'une économie prolétarienne.

Pourtant, loin d'être des organismes de dualité des pouvoirs, il s'agissait bien d'organismes ayant une nature et une fonction capitalistes, car au lieu de se constituer sur la base d'une poussée du prolétariat cherchant des formes d'unité de lutte afin de poser le problème du pouvoir, ils furent, dès l'abord, des organes de collaboration avec l'Etat capitaliste.

Le C. C. des milices de Barcelone sera d'ailleurs un conglomérat de partis ouvriers et bourgeois et de syndicats et non un organisme du type des soviets surgissant sur une base de classe, spontanément, et où puisse se vérifier une évolution de la conscience des ouvriers. Il se reliera à la Généralité, pour disparaître, avec un simple décret, lorsque sera constitué, en octobre, le nouveau gouvernement de la Catalogne.

Le C. C. des milices représentera l'arme inspirée par le capitalisme pour entraîner, par l'organisation des milices, les prolétaires en dehors des villes et de leurs localités, vers les fronts territoriaux où ils se feront massacrés impitoyablement. Il représentera l'organe qui rétablira l'ordre en Catalogne, non avec les ouvriers, mais contre ceux-ci, qui seront dispersés sur les fronts. Certes, l'armée régulière sera pratiquement dissoute, mais elle sera reconstituée graduellement avec les colonnes de miliciens dont l'Etat-Major restera nettement bourgeois, avec les Sandino, les Villalba et consorts. Les colonnes seront volontaires et elles pourront le rester jusqu'au moment où finiront la griserie et l'illusion de la révolution et réapparaîtra la réalité capitaliste. Alors on marchera à grands pas vers le rétablissement officiel de l'armée régulière et vers le service obligatoire.

Loin de pouvoir être un embryon d'Armée Rouge, les colonnes se constitueront sur un terrain et dans une direction qui n'appartiennent pas au prolétariat. Pour que cela ne se vérifiât pas, il aurait fallu prendre le pouvoir, en détruisant l'Etat capitaliste, ou tout au moins, que les ouvriers armés tournent leurs armes contre cet Etat. Et les colonnes de miliciens ne se constituèrent pas dans cette direction ; il s'agissait plutôt de partir vers Saragosse et Huesca pour ce qui est de la Catalogne, vers Tolède et le Guadarama pour ce qui est de Madrid. Les ouvriers armés furent jetés dans l'antifascisme et non dans une lutte contre l'ensemble des formes du capitalisme. Et, dans ces conditions, toutes les formes démocratiques qui, dans un premier moment, se manifestèrent au sein des colonnes, n'avaient qu'une importance insignifiante. Ce qui importait, c'était la direction suivie par les milices, et celle-là était franchement celle du Front Populaire ; la lutte antifasciste respectant les organes de la domination capitaliste, les renforçant même, par l'appui que leur donneront les anarchistes et le Poum entrant dans les ministères.

A Madrid, les milices seront même pratiquement sous le contrôle du Département de la Guerre, de Caballero, qui fournira les gradés aux différentes organisations passant à la formation des colonnes.